



Comité Technique Académique du 14 décembre 2012 Déclaration de la Fédération Syndicale Unitaire

M Le Recteur,

Ce constat de rentrée 2012-2013 confirme nos prévisions de dégradation du service public de l'Education Nationale. Il a une paternité qu'il nous paraît important de souligner avec la constance des politiques du gouvernement précédent et leur mise en musique par vos prédécesseur-e-s.

La FSU, première fédération représentative des personnels de l'Education Nationale dans l'académie comme au plan national a évidemment pris sa part de responsabilité que ce statut nous confère dans la contestation vigoureuse et argumentée de ces politiques iniques et mortifères, dans les instances de la démocratie sociale, sur nos lieux de travail et dans la rue, en lien avec les usager-e-s.

Il nous faut donc constater que notre service public s'est affaibli. Nous notons dans les documents fournis combien les prévisions d'effectifs ont pu être à ce point tordues par des projections à la baisse dans le premier comme dans le second degré, brandissant l'argument alibi de la baisse démographique, que notre connaissance du terrain nous a permis de contester.

Aujourd'hui il y a moins de monde pour enseigner, pour éduquer, pour en accompagner le fonctionnement administratif, pour orienter... L'Education Nationale a été délibérément affaiblie et les personnels écœurés. A travers le CHSCTA et les CHSCTD, nous mettons en évidence l'impact de ces politiques sur les conditions de travail. Le dialogue social a été volontairement méprisé au profit d'une sorte de management entrepreneurial funeste et d'une communication manœuvrière se déclinant du ministre au recteur. Nous avons à reconstruire sur tous les plans et l'Etat doit regagner la confiance des partenaires sociaux. C'est notre bilan de rentrée.

La donne politique a changé, des annonces ont été faites, des processus engagés, le budget 2013 de la Nation est connu. Des tentatives de ruptures doivent être saluées dans l'arrêt des suppressions de postes. Toutefois la réparation des préjudices causés n'est pas concrètement engagée et une logique globale de rigueur budgétaire laisse craindre des continuités inacceptables que le gouvernement doit lever. La continuité du gel du point d'indice est un signe inquiétant tant la question de la revalorisation salariale des fonctionnaires est cruciale au regard de la perte du pouvoir d'achat que nous avons mis en évidence, de la juste rémunération et de l'attractivité des métiers.

La FSU s'est engagée dans la concertation sur la refondation de l'Ecole même si nous regrettons que les personnels n'y aient pas été réellement associés. Nous attendons le processus de négociations sur le projet de loi d'orientation. La loi devra réaffirmer le rôle primordial du service public d'éducation de la formation initiale sous statut scolaire dans le double objectif d'élever le niveau de qualification des tous les jeunes et de faire baisser significativement le nombre de sorties sans diplômes. Beaucoup de questions demeurent (complémentarité entre formation professionnelle sous statut scolaire et apprentissage, le traitement du décrochage des jeunes).

Nous tenons à affirmer notre opposition à un transfert aux Régions du pilotage de la carte des formations professionnelles organisant de fait des réponses étroites à des intérêts locaux et à autant de systèmes de formation initiale que d'exécutifs régionaux ainsi qu'au transfert de compétence des CIO à ces même Régions et nous avons entendu les engagements de conserver les COPSYS dans la FPE.

La FSU demande au gouvernement d'engager les réformes et les mesures ambitieuses pour transformer en profondeur une société malade des inégalités, dont l'Ecole de la République est l'outil majeur de la réussite pour tou-te-s.